

# RENATIONALISATION D'EDF : UNE BONNE NOUVELLE ?

L'Etat, propriétaire à 83 % d'EDF, envisage de renationaliser EDF. L'opération consiste en fait en un rachat par l'Etat de l'ensemble des actions détenues par les actionnaires minoritaires, puis de réorganiser le groupe.

« **L'objectif est de désintégrer l'entreprise en commençant par isoler l'exploitation et les investissements dans le nucléaire, tout en ouvrant largement le capital du reste du groupe aux investisseurs privés.** »

## Nouvelle stratégie pour redonner du sens à une entreprise intégrée ?

Certainement pas. L'objectif semble au contraire de désintégrer l'entreprise en commençant par isoler l'exploitation et les investissements dans le nucléaire, tout en ouvrant largement le capital du reste du groupe aux investisseurs privés. Ainsi, toutes les activités et filiales hors nucléaires sortiraient du giron de l'Etat, laissant pour compte au passage la notion de service public et le statut des salarié·e·s (tarif agent par exemple).

- ▶ Est-ce un problème pour les salarié·e·s du groupe EDF ?
- ▶ Peut-on se réjouir de ces perspectives ?

En 2004, au moment de l'ouverture du capital d'EDF et de GDF, Nicolas Sarkozy affirmait que jamais l'Etat n'abaîsserait sa participation dans ces entreprises en dessous de 85 %, notamment du fait de leurs missions de service public. Quelques mois plus tard, la fusion entre Suez et GDF ramenait à 45 % la part de l'Etat dans le nouveau groupe constitué. Il détient encore aujourd'hui 24 % du capital d'Engie, mais envisage de s'en séparer.

Dans le même temps, le pourcentage de salarié·e·s d'Engie au statut est descendu à moins de 20 %.

Un énième plan d'économie d'un milliard d'euros à l'horizon 2021 est encore annoncé. Il permettra une nouvelle croissance des bénéficiaires d'Engie,

et une nouvelle augmentation des dividendes versés aux actionnaires. En parallèle une nouvelle organisation nommée Lean 2018 se traduit par « la mise en place de processus et de modes de fonctionnement optimisés pour être plus simples et plus efficaces ». Et les salarié·e·s dans tout ça, quels bénéfices peuvent-t-ils·elles espérer ?

« **En 2017, un quart des 380 cadres du top management d'Engie était entré dans la spirale du burn-out.** »

► Burn-out ? Comme le révèle un récent rapport de la médecine du travail. En 2017, un quart des 380 cadres du top management d'Engie était entré dans la spirale du burn-out.

► Baisse d'effectif et sur-travail ? La CGT a calculé qu'entre janvier 2016 et juin 2018, les effectifs du groupe ont diminué de 5 800 personnes dont 1 800 en France.

Au CEA, la recherche fondamentale est en berne faute de moyens financiers. La recherche appliquée et la recherche et développement emboitent le pas en mettant en péril l'avenir de la filière nucléaire ainsi que les perspectives de réutilisation des combustibles nucléaires usés par des surgénérateurs. Seuls les projets promettant un retour sur investissement, une rentabilité à court terme sont suffisamment financés. Cette stratégie ne peut amener qu'un manque de perspective pour le personnel du CEA, mais aussi pour la recherche et l'industrie.

Cette pseudo renationalisation d'EDF n'est certainement pas une bonne nouvelle. Elle promet un prochain démantèlement du groupe EDF et un désengagement encore plus important de l'Etat.

Les manœuvres financières des entreprises de l'énergie et de l'Etat restent sous-tendues par la recherche de rentabilité à court terme. Elles ne présentent que des inconvénients pour les salarié·e·s. Elles nous éloignent des exigences industrielles et scientifiques dans un secteur vital tant pour les usagers que pour le développement économique, et ouvrent de nouvelles opportunités pour le privé de s'approprier les secteurs les plus rentables du marché de l'énergie.

La CGT, opposée à cette logique, propose la création d'un pôle public de l'énergie garantissant l'égalité d'accès à l'énergie pour tous, avec, pour les salarié·e·s, un statut leur permettant d'assurer un service public de qualité, tout en respectant leur épanouissement professionnel et personnel.

« **La financiarisation de l'économie ne répond pas aux exigences industrielles et scientifiques** »

## L'Ufict mines énergie

appelle les ingénieurs, cadres, technicien.nes et agent·e·s de maîtrise à participer à

**la journée de mobilisation du mardi 19 mars**



Un espace de confiance pour agir



[ufict@ufict.fnme-cgt.fr](mailto:ufict@ufict.fnme-cgt.fr)



<http://www.ufictfnme.fr>